

« S'unir dans la diversité, construire des ponts entre tous les citoyens, construire des ponts pour accéder à la formation et à l'emploi »

Interview de **Kader Souifi**, Président de l'association ARCAD : Agir en Région pour Construire un Avenir sans Discrimination Propos recueillis le 18 novembre 2005 par Catherine Panassier.

Vous êtes Président d'ARCAD. Quel est l'objet de cette association?

Promouvoir la diversité, construire des ponts entre tous les citoyens, construire des ponts pour accéder à la formation et à l'emploi sont les principales vocations de l'association ARCAD. Notre message est clair, valoriser la richesse de nos différences et notre méthode l'est tout autant : la rencontre et l'échange dans le respect mutuel, avec la volonté de créer des liens pour construire du mieux vivre ensemble : s'unir dans la diversité.

Notre action est principalement centrée sur la discrimination sociale et ethnique. Les femmes ou les personnes handicapées connaissent également des situations discriminantes, mais, à l'inverse des personnes d'origines nord-africaines, ces catégories bénéficient a priori d'un capital de confiance et de sympathie dans l'opinion publique et non d'un capital de défiance. Notre objectif est d'atténuer cette défiance, de mettre en valeur la diversité.

Quelles actions conduisez-vous pour atteindre cet objectif?

Pour faire évoluer les mentalités et les représentations, nous avons fait le choix d'intervenir en priorité auprès des jeunes. C'est pourquoi, nous avons développé différentes actions éducatives. Nous intervenons dans des centres sociaux et en milieux scolaires, du primaire à la terminale, notamment pendant la semaine d'éducation contre le racisme. Nous organisons des rencontres Campus/Banlieue pour sensibiliser les jeunes sur la diversité sociale et culturelle à l'intérieur des écoles d'ingénieurs et des universités, et nous les aidons à trouver des motivations dans leurs parcours scolaires. Nous proposons également un jeu aux écoles et aux associations, le «KWAÏ Interculturel ». Ce jeu, conçu par Saïd Idamine de l'association Wesh, nous permet d'aborder le racisme et les discriminations autrement. Le but du jeu est de travailler autant sur les discriminations ou les actes de racisme dont peuvent être victimes les participants que sur leurs propres comportements racistes ou discriminants. Concrètement, deux équipes hétérogènes en âge, sexe, origine sociale ou ethnique sont constituées. Elles doivent gagner des points en répondant aux questions «choisies » et posées par l'animateur. Les points permettent aux équipes de construire leur univers de part et d'autre du fleuve qui les sépare. À l'issue du jeu, on s'interroge sur les choix de construction de chaque univers et sur les comportements à travers un débat. Bien au-delà du cours magistral ou de la leçon de morale, le jeu induit une participation de tous et une prise de conscience grâce à l'expérimentation, au moment vécu. Il se révèle vraiment intéressant et les joueurs sont souvent étonnés d'être allés si loin...

Pour les plus grands, ARCAD propose des actions de formation, d'information et de conseil sur les discriminations à travers des formations en soirées au Centre Culturel Oecuménique de Villeurbanne sur différents thèmes comme «l'évolution des lois contre les discriminations et le racisme », «l'entrée et le séjour des étrangers », etc. Ces formations gratuites sont ouvertes et annoncées dans le programme du CCO. Elles sont assurées par un avocat. Et, parce que pour nous, la sensibilisation du monde du travail nous paraît fondamentale, nous organisons

des conférences-débats sur les discriminations à l'éducation et les discriminations économiques.

Enfin, les bénévoles assurent des permanences téléphoniques ou électroniques qui permettent de joindre l'association par téléphone ou email à tout moment. Après un premier échange où l'écoute offre à la personne la possibilité d'exprimer tout son ressenti et où le soutien moral lui permet de se sentir moins isolée, un rendez-vous est proposé au CCO. Au cours de celuici, la recherche d'une médiation est notre principale préoccupation. Parfois, cependant, certaines situations nous conduisent à envisager d'engager différentes démarches.

Avez-vous de nouveaux projets?

Nous travaillons avec Patrick Viron à la création d'un film de 30 minutes dans le cadre du projet « Du dialogue des cultures à la culture du dialogue » proposé par l'espace projets inter associatif (EPI) de Vaulx-en-Velin. Nous projetons également, et j'y tiens particulièrement, de mettre en place un dispositif de tutorat scolaire par des élèves ingénieurs auprès d'enfants de collège en difficulté. Nous sommes pour cela en lien avec l'éducation nationale et notamment le service social du rectorat. Je pense que nous pourrons lancer une première expérimentation pour l'année scolaire 2006/2007.

Pour conduire ces différentes actions, comment l'association fonctionne-t-elle ?

ARCAD compte aujourd'hui plus de deux cents sympathisants, soixante adhérents et nous sommes cinq membres actifs bénévoles qui constituons le bureau. Nous appartenons à des mondes professionnels variés, l'une est photographe, l'autre animatrice, l'un avocat, l'autre maçon et moi-même professeur d'université, directeur adjoint du laboratoire de physique de la matière à l'INSA. Mais, tous, nous partageons de mêmes valeurs, celles de tolérance et de fraternité ainsi qu'une profonde volonté d'agir pour faire évoluer les comportements. Nous nous réunissons chaque semaine pour gérer l'activité de l'association. Nous faisons également appel à nos propres réseaux de connaissance et surtout, car c'est le principe de base de notre action, nous travaillons avec des professionnels du monde social, éducatif, juridique et économique. Ces collaborations nous permettent d'organiser par exemple une séance de jeu kwaï au centre social du Grand Vire en y associant des parents, une conférence débat sur les discriminations dans le monde du travail avec le Directeur Départemental de l'ANPE...

Comment est née l'association?

L'association est née de la scission de SOS Racisme en 2003. Nous étions un certain nombre à considérer que le discours des dirigeants devenait trop stigmatisant, générateur lui-même de discrimination. Nous souhaitions nous investir dans des actions peut-être plus discrètes, mais plus efficaces. Nous ne voulions plus lutter contre le racisme, désigner des victimes, des coupables mais plutôt nous orienter en faveur de la promotion de la diversité culturelle, de la mise en valeur de la richesse des différences et nous inscrire dans des démarches constructives avec d'autres acteurs. Notre départ n'a pas toujours été bien interprété. Les médias, peut être en relayant l'avis de certains, ont cherché à l'inscrire dans des dynamiques d'opposition politique, beaucoup de choses ont été dites ou écrites, peu importe, l'essentiel c'est qu'aujourd'hui, nous soyons sereins. Nous mettons en phase nos actes avec nos idées. Depuis le premier juillet 2005, notre association est non seulement indépendante et apolitique mais en plus, elle a son propre nom : ARCAD. En effet, même si nous gardons toujours un lien avec la fédération nationale SOS racisme indépendant, nous avons choisi un nom pour signifier plus encore notre volonté de créer des ponts, des passerelles, des liens.

Qu'est-ce qui vous a motivé à vous investir dans ce type d'action?

J'ai la chance d'avoir pu pleinement m'épanouir dans mon travail de chercheur et d'enseignant. J'aime la France, j'y suis né, j'y ai grandi et fondé une famille. Mes enfants sont français. À l'approche de la quarantaine, j'ai aujourd'hui envie de me tourner plus encore vers les autres, d'être utile. Je connais la souffrance et le mal-être que peuvent connaître des jeunes issus de l'immigration. J'ai rencontré différentes formes de discrimination et j'ai dû composer avec. Mon père est décédé dans la nuit du 11 au 12 septembre 2001. Il était marocain venu trouver en France ce que le Maroc n'avait pas pu lui donner, du travail, un logement et la possibilité d'élever ses huit enfants. Nous avons tous fait des études et partageons les valeurs de tolérance qu'il nous a transmises. C'est aussi par respect pour lui, par reconnaissance de ce qu'il a été, que je m'engage aujourd'hui. Les travailleurs immigrés ont trop été considérés comme de simples outils et non comme des hommes.

La France n'aurait-elle pas su intégrer les personnes d'origine étrangères arrivées sur son sol pour travailler?

La France a raté sa politique d'intégration alors que le terreau était favorable. On n'a pas su jouer sur la partition de l'égalité, et la conséquence, c'est que nous rencontrons d'énormes problèmes de fraternité. L'égalité, c'est non seulement accepter que l'autre soit son égal mais également qu'il puisse être supérieur. En période de crise, comme actuellement, on recherche des boucs émissaires. Individuellement comme collectivement, nous portons tous un potentiel de racisme et celui-ci est exacerbé en temps de crise. Aujourd'hui, il y a un vrai danger. Il faudrait, comme l'individu se remet en cause, pose son histoire et ses contradictions chez le psychologue, que la société face de même. L'évolution sociologique de notre pays demande à présent un réel effort pour que la société s'accepte comme elle est et non pas comme elle croit être. On a, par exemple, trop longtemps voulu enfouir dans notre mémoire collective la France antisémite des années quarante. A titre personnel, j'ai vécu des lendemains douloureux après le 21 Avril 2002 et les réflexions que j'ai entendues à mon propos dans un milieu rural font qu'aujourd'hui, je pense avoir compris ce que c'était qu'être juif en quarante. Il faut s'avoir s'accepter pour accepter l'autre, voilà pourquoi j'assume mes origines sans avoir besoin de les mettre en avant. Une société, comme un individu, est multiple, c'est un ensemble.

Vous parlez de boucs émissaires. Certes, les jeunes «casquettes et survêtements » des banlieues sont montrés du doigt et stigmatisent toute une population issue de l'immigration. Cependant leurs propres attitudes et comportements renforcent cette image. Quand vous abordez cette question avec eux, comment réagissent-ils ?

C'est la question du code propre à chaque groupe. Adopter un code vestimentaire et d'attitude permet d'appartenir au groupe, c'est même une nécessité pour ne pas être exclu du lieu dans lequel on vit. Les jeunes intégrés dans un parcours scolaire ou professionnel se comportent différemment, car ils appartiennent à d'autres réseaux qui ont d'autres codes et comportements. Les médias se focalisent uniquement sur cette jeunesse, exclue des mondes scolaire et du travail, qui se regroupe en tribu et qui partage un fort sentiment de rejet. Ils sont en révolte contre le système responsable de leur échec. Ce dont nous discutons ensemble, c'est d'avenir et de comment évoluer. Le meilleur moyen demeure l'école et le stylo. Nous leur expliquons par exemple que lorsqu'un bateau coule dans la tempête et au milieu des requins, ceux qui ont le plus de chance de s'en sortir sont encore ceux qui savent nager. Nous leur expliquons également que face à certaines injustices ou certains problèmes avec diverses autorités, il est inutile de perdre son temps et son énergie. Il y a des problèmes qu'il faut savoir éviter. On se fait trop mal à donner des coups de tête sur une porte blindée.

La lutte contre les discriminations est-elle encore une grande cause mobilisatrice?

Non. Aujourd'hui on est face à un public résigné, les victimes comme les autres. Les gens ont peur de se faire politiquement récupérer, peur de ce qui vient d'en haut. Cependant, localement, dans leur réseau, les jeunes veulent faire des choses, ils ont une profonde envie de vivre ensemble et de se rendre utiles.

Etes-vous optimiste pour l'avenir?

Oui, je suis optimiste, critique et constructif. Je suis un chercheur sans certitude, un homme de doute, j'aime les remises en cause qui permettent de construire l'avenir. Aujourd'hui les choses bougent. L'actuelle prise de conscience est la plus forte des quinze dernières années. Chacun à son niveau et à tous les niveaux doit prendre ses responsabilités. Réagir face aux propos racistes et discriminants est de la responsabilité citoyenne de tous.